



PARLIAMENTARIANS FOR GLOBAL ACTION (PGA)

POUR PARUTION IMMEDIATE

CONTACT:

PGA, International Law and Human Rights Programme
The Hague: Ms. Deborah Ruiz Verduzco, deborah.ruiz@pgaction.org
Tel. +31.70.360.44.33 Mob. +31.6.23.31.85.81

LES ILES COOK DEVIENNENT LE 108 ETAT PARTIE AU STATUT DE ROME DE LA COUR PENALE INTERNATIONALE (CPI)

New York/La Haye, 24 juillet 2008: L'Action Mondiale des Parlementaires (PGA), un réseau de plus de 1300 législateurs de 124 Parlements du monde accueille chaleureusement la nouvelle de l'accession des Iles Cook au Statut de Rome de la CPI le 18 juillet dernier. Ceci mène à 108 le nombre d'Etats qui participent au nouveau système de justice pénale internationale.

« *Il est important pour les Iles Cook de faire partie du Statut de Rome de la CPI par rapport à la prévention de conflit et au développement du pays.* » a déclaré **Mr. Wilkie Rasmussen**, MP, Ministre des Affaires Etrangères des Iles Cook, concernant son accession, dans laquelle il a joué un rôle clé. Sur la base de l'Accord révisé de Cotonou de 2005, 104 Etats d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et de l'Union Européenne (ACP-UE) *'s'efforcent de prendre les mesures en vue de ratifier et mettre en oeuvre le Statut de Rome et les instruments connexes'* [article 11.6]. Dans son poste de co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, Mr. Rasmussen a été le témoin d'expressions de soutien très encourageantes au combat contre l'impunité par ses collègues parlementaires du Camérout, Côte d'Ivoire, République Dominicaine, Allemagne, Mali, Portugal, Espagne, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sierra Leone et du Royaume Uni, cela lors du débat sur la CPI dont il était le modérateur à Ljubljana, en Slovénie le 18 mars 2008. *"Je suis fier que les Iles Cook se soient jointes à ces voix, et aient fait cette démarche importante pour la prévention et punition du génocide, des crimes contre l'humanité, et des crimes de guerre"* a rajouté **Mr. Rasmussen**, qui est également un membre de PGA.

Mr. Jo Leinen (Allemagne), membre du Parlement Européen, a affirmé son *"appréciation pour cette étape importante faite par les Iles Cook en vue de l'universalité du Statut de Rome, un des objectifs principaux de la Position Commune de l'UE sur la CPI"*

Cette accession suit de très près celles de Madagascar et du Suriname, et doit être associée aux plus récents progrès du dossier de la CPI dans les Parlements du Chili, de la République Tchèque, de la Moldavie et de l'Ukraine. *"Tous ces développements nous indiquent qu'il y a un soutien très étendu du principe de responsabilité pénale"* déclara Mr. Leinen, membre de PGA de longue date. *"Nous devons maintenant intensifier le dialogue avec les Législateurs d'Etats qui ne sont pas encore dans le système de la CPI, mais qui sont engagés pour la paix et la sécurité internationales, et qui reconnaissent les menaces posées par les crimes les plus graves. J'inclus dans cette liste les Etats-Unis, la Russie, l'Inde et la Turquie."*

L'accession des Iles Cook est un développement positif durant ce mois de juillet qui fut intensif pour la justice internationale en général. La demande par le Procureur de la CPI d'un mandat d'arrêt contre le Président du Soudan Al-Bashir pour ses actes présumés de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre au Darfour, ainsi que la remise à La Haye du Sénateur congolais Bemba pour sa responsabilité présumée de crimes contre l'humanité et crimes de guerre en République centrafricaine sont des résultats concrets, qui donnent la preuve que personne n'est au-dessus du Droit, quand bien même au niveau national il y a incapacité ou indisposition à mettre en application le droit.

Ces événements, tout comme le succès considérable pour la justice internationale de l'arrestation en Serbie de l'ancien responsable politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, ont été suivis attentivement dans toutes les régions du monde, dont l'Asie-Pacifique, où les membres de PGA ont été très actifs dans le dossier CPI. En conséquence, le président du Conseil International de PGA, **Mr. Ross Robertson, MP** (vice-président du Parlement de Nouvelle-Zélande), a noté avec satisfaction que *"l'accession au Statut de Rome par nos amis des Iles Cook est un pas important qui contribue à s'assurer que les auteurs des pires crimes n'ont pas de refuge où se cacher. Cela contribue au rejet universel des crimes les plus sérieux qui menacent la sécurité, la paix, la stabilité et le développement du monde."* PGA a organisé une rencontre régionale sur la bonne gouvernance et l'Etat de Droit à Apia, Samoa, en mars 2008, lors de laquelle le Président du Parlement des Iles Cook, **Mr. Mapu Taia, MP**, et **Mr. Norman George, MP** (opposition), formèrent la délégation bipartite présente. Ils échangèrent avec les autres Parlementaires au sujet de la CPI. *"Nous espérons que cette accession encouragera d'autres Etats à rejoindre la CPI, spécialement dans la région Asie-Pacifique. Les membres de PGA continueront de travailler à cette fin"*, déclara Mr. Robertson.